

TUUD : Tendance pour une UNEF Unitaire et Démocratique !

Après le CPE : stopper l'offensive libérale, transformer l'Université, changer l'UNEF !

Au printemps 2006 la jeunesse a été à l'origine d'un mouvement social d'ampleur qui a fait le lien entre étudiants, lycéens et salariés et a traversé l'ensemble de la société. Mais au-delà de la simple opposition au CPE, la crise était plus profonde : précarisation grandissante de la jeunesse, crise générationnelle, sociale et politique. Historique par son ampleur, cette mobilisation a permis de donner un débouché victorieux aux nombreuses luttes de la jeunesse des dernières années (LMD, lois Fillon, mouvement anti-guerre, lutte contre l'extrême droite...). Que ce soit dans des mobilisations traditionnelles ou à travers la révolte des jeunes des quartiers populaires, c'est la stigmatisation et la criminalisation de la jeunesse qui se retournaient contre le gouvernement : à trop mépriser les jeunes, ils se sont organisés.

Malgré la victoire, les attaques continuent : lois racistes de Sarkozy et expulsions toujours plus nombreuses, casse des services publics, baisse du pouvoir d'achat... L'enseignement supérieur n'est pas épargné : sélection, professionnalisation, mise en concurrence, privatisation, casse du lien formations/recherche (PRES)... l'attaque est globale !

Nous devons donc tirer le bilan de toutes ces attaques : les coups portés sont multiples et variés mais nous devons en dégager la logique générale. Contre celle-ci et dans la dynamique du CPE, l'UNEF doit relever les nouveaux défis qui se posent à elle : proposer, enrichir et **imposer** un projet alternatif pour répondre aux aspirations de la jeunesse ; organiser la "génération CPE" dans un syndicat unitaire, démocratique et combatif.

C'est pour porter ce projet et construire l'outil adéquat qu'une nouvelle tendance voit le jour. C'est tous ensemble que nous avons gagné contre le CPE, que nous mettrons un véritable coup d'arrêt aux réformes libérales et que nous pourrons gagner un statut social pour toutes et tous. Construisons une UNEF combative, unitaire et démocratique !

1 Lutter contre la précarité, rompre avec le projet de libéralisation de l'enseignement supérieur

○ La précarisation du milieu étudiant

On assiste à une paupérisation croissante du milieu étudiant. Depuis 1997, les dépenses obligatoires ont connu une hausse de 36% alors que les aides n'étaient revalorisées que de 23%. Depuis 2001, les frais d'inscription à l'université ont augmenté de 21,8% en Licence et de 58,65% en Master.

Mais la baisse du pouvoir d'achat se constate pour tous. En moyenne, les ressources monétaires directes mensuelles s'élèvent à 582 euros. Leur faiblesse contraint 38% des étudiants à vivre chez leur parents. Le salariat étudiant ne cesse d'augmenter. 48% des étudiants travaillent régulièrement durant l'année universitaire, c'est-à-dire environ un million d'étudiants. Les jobs étudiants étant en grande majorité précaires, il en résulte pour un nombre croissant d'étudiants une impossibilité de continuer leurs études : les étudiants salariés ont un taux d'échec universitaire de 40% supérieur à la moyenne, et chaque année plus de 20% des étudiants mettent fin à leurs études pour des raisons financières. (*Source : Bilan Formation-Emploi, De l'école à l'emploi : parcours, INSEE, juillet 2004*)

De plus, les inégalités s'accroissent dans la population étudiante, qui fait de plus en plus face à une précarité extrême. 100 000 étudiants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cette dégradation des

conditions de vie des étudiants ne leur permet pas de s'impliquer pleinement dans leurs études. Certaines dépenses deviennent inaccessibles : livres, équipement informatique, accès Internet... De plus, le LMD a produit une précarité pédagogique et une intensification des rythmes d'études : un plus grand nombre d'heures tant en présentiel qu'en travail personnel et des modifications du calendrier universitaire (suppression de la session de septembre...) rend la réussite de plus en plus difficile.

Cette paupérisation ajoutée à la politique délibérée de nombre d'universités de casser tout ce qui peut exister de vie étudiante (suppression de panneaux d'affichage, de locaux, de cafétéria, de lieux de vies sur les campus, de subventions aux associations...) tend à désintégrer les liens sociaux sur les universités. Les étudiants rentrent dans un rapport consumériste avec les activités universitaires : ils viennent prendre leurs cours et repartent. Le mouvement contre le CPE de l'année dernière a heureusement contribué à casser cette individualisation croissante des rapports sociaux.

○ Les leçons du mouvement contre le CPE

● *Il est possible de gagner !*

Ces dernières années, la situation des jeunes et des salariés n'a cessé de se dégrader, et les grandes luttes, notamment contre la réforme des retraites, avaient connu des défaites. Dans ce contexte, ce qu'a apporté ce mouvement, c'est tout d'abord la preuve que la lutte collective permettait de gagner, de défendre nos droits. C'est la première victoire qu'un mouvement social ait connu depuis plus de 10 ans. Elle constitue donc un encouragement pour toutes les luttes. La démonstration est claire non seulement pour ceux qui ont directement participé à la grève et aux manifs, mais également pour l'ensemble de la population.

● *Un mouvement contre la précarité et pour une autre société*

L'expérience accumulée par les jeunes lors des luttes comme l'entre-deux-tours, le mouvement étudiant de 2003, le mouvement lycéen de 2005 nous a permis de construire un mouvement aussi fort.

De plus, le CPE était le symbole de la précarité qui frappe la jeunesse. C'est cette précarité que le mouvement a explicitement remis en cause : les revendications votées par les étudiants ne se limitaient pas au CPE mais refusaient également le CNE et l'ensemble de la loi sur l'Egalité des chances.

Pour les salariés et l'ensemble de la population, participer aux manifestations aux côtés des jeunes était une manière de se battre contre un gouvernement impopulaire et illégitime contesté à de multiples reprises par les mouvements sociaux et lors des échéances électorales de 2004 et 2005.

● *La méthode qui a permis de gagner*

● La grève et la construction d'un mouvement de masse

Les blocages ont joué un rôle fondamental pour mettre en place des AG massives. Etant donné le nombre de boursiers, la pression des cours avec le LMD, le blocage était le seul moyen tant d'empêcher le fonctionnement normal des universités que de permettre à tous les étudiants de participer au mouvement. Celui-ci a été marqué par la radicalité des méthodes de luttes (actions de blocages...) qui démontrait la volonté d'en découdre avec le gouvernement. Les manifs massives, notamment du 28/03 et du 4/04 ont été décisives pour montrer la force du mouvement et forcer le gouvernement à retirer le CPE.

● L'auto-organisation

L'unité entre les organisations de jeunesse et les appels unitaires aux manifestations par les syndicats de travailleurs ont joué un rôle essentiel. Cependant, les décisions n'étaient pas prises par les organisations, mais par les AG auxquelles participaient tous les étudiants. Cela a permis que tous se reconnaissent dans la mobilisation. Les AG locales ont permis de mettre en place des échanges

d'arguments et d'expérience qui ont convaincu des milliers d'étudiants de la nécessité de lutter. Elles ont permis de faire prendre en charge la construction de la grève par le plus grand nombre qui ont vu qu'ils pouvaient influencer directement par leur propre action sur le cours des choses.

Les coordinations nationales, quant à elle, ont permis d'élaborer une stratégie propre, qui a permis de rythmer efficacement le mouvement contrairement aux propositions **des directions des syndicats de salariés**.

- Le lien avec les travailleurs

Le mouvement s'est élargi tout d'abord aux lycéens, pour se transformer en mouvement de toute la jeunesse : jeunes des quartiers, lycéens et étudiants étaient ensemble dans la rue après s'être mobilisés séparément les années précédentes.

Mais ce qui a fait basculer les choses, c'est le début d'élargissement du mouvement aux travailleurs. La jonction s'est faite lors des manifs et des grèves ponctuelles. Des liens directs ont été tissés entre des collectifs d'étudiants et lycéens, avec les syndicalistes et la participation aux AG de travailleurs dans les entreprises. De peur qu'éclate une grève générale qui pose la question de sa démission, le gouvernement a été contraint de retirer le CPE. C'est en visant à l'extension de la grève aux salariés que le mouvement a obtenu ce recul du gouvernement.

Avec ce mouvement, des milliers de jeunes ont acquis une expérience de lutte exceptionnelle. Mais le nombre d'étudiants qui ont compris la nécessité de s'organiser **sur la durée** n'est pas à la hauteur de l'importance du mouvement. C'est un défi pour l'UNEF de réussir à les convaincre.

Cependant, le premier problème auquel nous sommes confrontés, c'est que malgré la victoire le rapport de forces est loin d'être inversé : le CNE et la loi sur l'Egalité des chances s'appliquent et le gouvernement continue à faire passer l'essentiel de ses attaques (loi Sarkozy, privatisation de GDF...). A l'université, les attaques continuent à pleuvoir et laissent entrevoir une remise en cause majeure du service public d'enseignement supérieur.

○ **Une politique globale de marchandisation de l'Education**

LMD, Loi sur la recherche, rapport Hetzel... Nous n'avons pas simplement affaire à des réformes qui s'empilent les unes sur les autres: elles s'attaquent de manière cohérente à nos conditions d'études selon 4 axes.

- *Sélection et mise en concurrence*

Le LMD a mis fin au cadre national des diplômes : chaque université doit définir indépendamment des autres le contenu et les modalités de contrôle de connaissances de ses diplômes. Les universités et les filières sont mises en concurrence les unes avec les autres : toutes s'efforcent de s'attribuer les formations de prestige dont le nombre sur le territoire est limité. La constitution de pôles d'excellence met en cause la capacité des petites universités à survivre.

Tout se passe comme si c'était la rareté d'un diplôme qui faisait sa valeur. En réalité, ce qui garantit la valeur d'un diplôme, c'est la qualité de son contenu et sa reconnaissance dans le monde du travail.

Il s'agit également de renforcer la concurrence entre étudiants : le rapport Hetzel propose la mise en place de paliers de sélection à l'entrée de l'université et du Master.

La sélection est absurde d'un point de vue pédagogique : on évalue la capacité de l'étudiant avant de l'avoir formé. Ce sont donc uniquement les étudiants ayant déjà les moyens de s'en sortir qui ont accès à des formations qui devraient être accessibles à tous : en plus d'être absurde pédagogiquement, la sélection est injuste socialement.

De plus, la sélection est totalement inefficace contre le chômage. Plutôt que de réduire le nombre de places aux concours d'enseignement, de réduire le nombre de chercheurs ou le nombre de postes dans la santé et de parallèlement renforcer la sélection, il faut supprimer toute sélection, y compris en M2 et augmenter le nombre de profs, d'infirmières et de chercheurs.

- *Casse des droits étudiants*

Le LMD a permis la multiplication des attaques contre les acquis des étudiants. La plupart des universités ont profité du passage au LMD pour remettre en cause une série de droits étudiants comme la compensation entre les semestres, la session de septembre...

- *Pénurie budgétaire et privatisation*

La pénurie budgétaire qui frappe les universités est scandaleuse : n'importe quel siège social de banque est 100 fois plus luxueux que la plupart des universités, dont la mission est pourtant essentielle ! De plus, cette pénurie encourage la sélection : plutôt que de se battre pour obtenir de la part du gouvernement de substantielles augmentations budgétaires, les administrations universitaires gèrent la pénurie, et pratiquent une sélection de moins en moins masquée.

Pire encore, le manque de moyens encourage le recours à d'autres moyens de financements, conformément à la Loi Organique sur les Lois de Finance (LOLF). Il s'agit tout d'abord de la mise en place de frais d'inscription supplémentaires qui peuvent s'élever à des centaines d'euros. L'Etat encourage lui-même de plus en plus le "recours systématique aux financements privés" (recommandation du rapport Hetzel). Ce financement ne se fait pas en fonction des besoins et des intérêts des usagers de l'enseignement supérieur : les entreprises ne donnent que de manière intéressée. Elles exigent des diplômés totalement adaptés aux besoins à court termes des entreprises locales, mais de piètre qualité et n'offrant aucune protection durable sur le marché du travail.

- *Professionnalisation : piège à C... !*

Le discours libéral dominant prétend que l'université n'est pas adaptée aux exigences du monde du travail et qu'elle est responsable du chômage. Pourtant, plus un jeune fait de longues études, plus il est qualifié, moins il a de chances d'être touché par le chômage. (17% de chômage pour les diplômés du supérieur, 22% avec un CAP ou un BEP, 42% pour les non-diplômés, *source INSEE Enquête emploi 2003*). L'objectif de la professionnalisation n'est donc pas de diminuer le chômage.

- L'explosion de l'alternance et des stages

Le rapport Hetzel indique clairement qu'il faut insérer des modules professionnels et des stages dans TOUTES les formations dès la licence. Cela revient à généraliser les licences pro qui sont aujourd'hui au nombre de 1200 (elles regroupent déjà environ 12% des étudiants de licence). En plus d'être très souvent sélectifs, de ne pas offrir d'accès de plein droit au master, ces licences comprennent souvent des stages de 4, 5 ou 6 mois non payés ou très mal payés.

Le développement de l'alternance au sein même des universités revient à augmenter de manière massive l'exploitation des jeunes pendant le déroulement même de leur cursus, en lieu et place de l'acquisition de savoirs.

- Accroissement du contrôle du secteur privé sur le contenu et le déroulement des études

Alors que les représentants du patronat ont déjà pénétré dans les CA des Universités, le LMD et le rapport Hetzel encouragent la participation active des entreprises à la définition du contenu des diplômes. Les entreprises pourraient envoyer des personnels pour dispenser des formations plus facilement, présenter les métiers sur lesquelles débouchent les formations... Ce serait déléguer aux intérêts privés des missions essentielles du service public comme l'orientation.

- Réduction de l'enseignement à l'insertion professionnelle

Le discours dominant tend à effacer l'une des fonctions essentielles de l'enseignement : la formation d'un esprit critique et d'une vision globale du monde, au seul profit de la mission d'insertion professionnelle. Du coup, avec une vision aussi utilitariste de l'enseignement supérieur, c'est la qualité des formations et leur reconnaissance qui en pâtissent.

- Le remplacement des connaissances et des qualifications par les "compétences"

Le patronat et le gouvernement veulent moins de connaissances, de "savoirs académiques" et plus de compétences. Plus de savoir-faire fragmentaires, utiles uniquement dans la perspective de l'exercice d'un poste de travail précis dans une entreprise définie : licence pro "dentures et engrenages" Renault... Et quand l'entreprise-partenaire met la clé sous la porte, les étudiants se

retrouvent avec un diplôme inutile, comme les étudiants de la licence pro Shockwave à Rennes 1. Nous n'obtiendrons plus des diplômes mais des conglomerats de compétences qui risquent de ne plus être reconnus dans les conventions collectives : l'obtention d'un diplôme n'impliquera aucune contrainte pour l'employeur en matière de rémunération et de classification...

- Déconnexion entre enseignement et recherche

On se dirige vers une université coupée en deux, où une majorité des formations seraient déconnectées de la recherche, où les formations ne seraient pas dispensées par des enseignants chercheurs mais des intervenants issus du secteur privé. Seule une minorité des établissements d'enseignement supérieur dispenserait des formations de qualité liées à des laboratoires de recherche et des écoles doctorales.

Nous faisons face à un projet qui vise à soumettre l'enseignement et la recherche aux critères de rentabilité. Le rapport Hetzel va jusqu'à proposer que l'attribution des ressources publiques se fasse en fonction des résultats en matière d'insertion professionnelle. L'autre grand objectif est de précariser la main-d'oeuvre à l'entrée dans le monde du travail, en formant des futurs travailleurs déqualifiés, c'est-à-dire moins chers. La libéralisation de l'enseignement supérieur a le même objectif que le CPE : faire baisser le coût de la main-d'oeuvre à l'entrée dans le monde du travail. Ce projet global doit être combattu avec la même vigueur.

Désormais il nous faut donc relever les défis posés par cette mobilisation historique.

Porter un projet alternatif, ambitieux et combatif, qui soit à même de répondre aux aspirations portées par l'ensemble de la jeunesse au printemps 2006. Face à la précarité et aux réformes libérales, nous devons opposer un projet global, solidaire et sans concession.

Proposer à toute une génération militante montante un cadre de militantisme démocratique et unitaire dans lequel chacun puisse trouver sa place, un syndicat qui fasse définitivement le choix du mouvement social.

Le soulèvement des banlieues : un mouvement social

D'où venait la révolte ?

Ce sont les propos insultants de Sarkozy et les provocations de la police contre les habitants de Clichy-sous-Bois qui ont déclenché les émeutes de la fin 2005.

Si les "événements" d'oct/déc 2005 ont duré si longtemps et se sont étendus dans l'ensemble du pays, c'est bien parce que ce n'était pas une simple explosion de colère anarchique. C'était une révolte contre Sarkozy et contre la politique qu'il représente. Un soulèvement des jeunes et des très jeunes contre les discriminations subies par les populations des quartiers populaires, ces jeunes qu'on continue à qualifier d'"issus de l'immigration" même s'ils sont petits-fils d'immigrés, ces jeunes qu'ont fait passer comme l'ennemi intérieur qui menace de déstabiliser la société.

Un mouvement social

Ce soulèvement n'a pas pris les formes habituelles du mouvement ouvrier. Mais les jeunes ont eu le mérite de réagir aux provocations de Sarkozy et à la situation intolérable que connaissent ces quartiers. Ce fut un véritable mouvement de protestation d'une partie de la jeunesse, dont les cibles n'étaient pas choisies tout à fait au hasard : au-delà des voitures, ce sont les entreprises qui n'embauchent pas dans le quartier, les écoles qui reproduisent les inégalités, la police qui brutalise et discrimine les jeunes qui ont été visés.

Solidarité !

Ce mouvement n'a pas connu de solidarité réelle de la part du mouvement social. Nous avons pourtant les mêmes ennemis, les mêmes intérêts. Le danger public, ce ne sont pas les jeunes des quartiers populaires mais c'est le gouvernement. Lors du mouvement CPE, la solidarité des jeunes mobilisés s'est exprimée dans les AG et dans la rue avec les révoltés de novembre : de nouveau, exigeons l'amnistie pour tous les condamnés dans le cadre de ces émeutes.

Répression

Depuis quelques années la répression des mouvements sociaux s'accroît. Qu'il s'agisse des faucheurs

d' OGM, des intermittents, des postiers en grève... et depuis 2005, des jeunes qui se sont mobilisés. Le mouvement lycéen, c'est une cinquantaine de procès, et encore 18 jeunes mis en examen qui risquent jusqu'à 5 ans de prison et 75000 euros d'amende, les révoltes de novembre, c'est 4000 à 5000 arrestations et de 600 à 800 incarcérations. Le mouvement anti-CPE, 4500 arrestations et plus de 70 peines de prison ferme. Cette répression à si grande échelle témoigne d'une forte aggravation des attaques gouvernementales. Il ne s'agit pas de réprimer des faits commis par des individus, mais bien de réprimer le mouvement dans son ensemble afin de le faire cesser et de dissuader les nouvelles génération militantes d'oser se mobiliser à nouveau contre le gouvernement. N'oublions pas, les lois répressives, de la LSQ de Daniel Vaillant aux lois Perben I et II et aux lois Sarkozy : c'est encore plus de répression, en particulier contre les jeunes et tous ceux qui manifestent pour défendre leurs droits.

C'est pourquoi nous demandons immédiatement :

- l'abrogation des lois répressives mises en place depuis 2002
- l'amnistie pour tous ceux qui ont participé à des mouvements sociaux
- l'arrêt de toutes les violences et provocations policières et la punition effective de tous les actes délictueux de la part d'agents de police

1 Un enseignement supérieur de qualité accessible à tous

● Aujourd'hui seuls 40% des jeunes accèdent à l'enseignement supérieur. De plus, ce n'est pas parce que l'on accède à l'enseignement supérieur que l'on y réussit, et même quand on y a réussi, notre diplôme ne va pas de paire avec un statut stable et reconnu dans la société.

○ La double mission de l'enseignement supérieur

La spécificité de l'enseignement supérieur et particulièrement de l'Université est le lien entre l'enseignement et la recherche : les enseignants sont aussi des chercheurs. Cela permet de garantir un savoir actualisé et une indépendance vis-à-vis du privé.

L'objectif de l'enseignement à l'Université est double : d'un côté l'acquisition de connaissances générales, la maîtrise d'une discipline, la construction d'une vision globale du monde et d'un esprit critique ; de l'autre la préparation à l'insertion professionnelle, c'est à dire la formation à un emploi durable, en donnant aux étudiants de vraies qualifications reconnues dans les conventions collectives et des outils pour se défendre sur le marché du travail.

○ Défendre le service public

A l'heure où l'enseignement supérieur et la recherche sont de plus en plus la proie du marché, il est plus que jamais nécessaire de défendre les principes qui doivent fonder le service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Contre la vision libérale de l'égalité des chances qui consiste à placer tout le monde sur une même ligne de départ sans tenir compte des inégalités sociales d'origine, nous nous battons pour une égalité réelle des droits : permettre à tous d'accéder et de réussir dans l'enseignement supérieur.

Le service public d'enseignement supérieur doit garantir cette égalité, quelque soit l'origine sociale ou nationale, la région, les croyances ou les opinions des étudiants. Cela suppose entre autres une gratuité totale de l'enseignement supérieur.

Défendre le service public, c'est se prononcer pour un réengagement budgétaire de l'Etat, qui soit le seul à financer l'enseignement supérieur. Mais cela ne doit pas se faire en fonction de critères de rentabilité ("objectifs/résultats") mais en fonction des besoins réels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il faut donc revenir sur les lois sur les finances et la recherche. Enfin, les besoins doivent être définis de manière pluriannuelle par la communauté universitaire elle-même, aussi bien au niveau local que national.

L'enseignement supérieur est divisé entre l'enseignement professionnel (BTS, IUT...), les prépas et grandes écoles, et les universités qui accueillent la majorité des étudiants. Il faut réunifier l'enseignement supérieur en intégrant l'ensemble des formations à l'Université. Cela ne peut passer que par un adossement systématique de ces formations à la recherche et par la suppression de toute forme de sélection. Il faut également supprimer les inégalités injustifiées de financement entre établissements (250000 euros par an et par étudiant à l'ENS contre 250 euros par an et par étudiant dans certaines universités). De même, l'existence d'établissements privés, religieux ou non, habilités à délivrer des diplômes nationaux déstabilise le service public d'éducation et ne donne aucune garantie sur les contenus des formations. Leur suppression pour ceux qui assurent des missions similaires aux établissements publics ou les concurrencent, et leur intégration dans le système public pour les missions spécialisées sont nécessaires.

○ **Contre les discriminations, pour l'égalité des droits**

Il ne suffit pas de proclamer le principe de l'égalité pour qu'il s'applique à l'université. Les discriminations qui existent dans la société se retranscrivent à la fac.

● *Français-Etrangers : mêmes, études, mêmes droits !*

Les étrangers notamment non ressortissants de l'UE n'ont pas les mêmes droits que les nationaux vis-à-vis des études. Les étudiants étrangers sont frappés par une triple précarité : pédagogique, administrative et sociale.

Cette situation est la conséquence de lois, décrets et circulaires racistes qui imposent l'inégalité en droits entre Français et Etrangers dans toute la société. La dernière loi Sarkozy tend à restreindre l'accès du territoire à l'immigration qui est rentable pour l'économie française : plus de facilité pour les cadres supérieurs, sportifs de haut niveaux, ingénieurs et autres travailleurs hautement qualifiés dans le secteurs de pointe pourront facilement entrer voire s'installer en France... et les travailleurs non-qualifiés resteront le temps de se faire exploiter, mais pas plus longtemps !

C'est un véritable racisme d'Etat de plus en plus virulent qui sévit : 25 000 expulsions en 2006, sachant que la police n'hésite pas à aller chercher des enfants dans les maternelles ou les malades à la sortie des hôpitaux pour les embarquer de force dans les charters...

La loi Sarkozy s'accompagne de la mise en place des Centres pour les Etudes en France : il s'agit d'organiser la sélection des étudiants étrangers dès leur pays d'origine, notamment ceux issus des anciennes colonies françaises.

Il suffit parfois que l'étudiant se réoriente ou redouble pour que les préfectures ne renouvèlent pas les titres de séjours, sous prétexte de "manque de sérieux dans les études". De leur côté les universités contrôlent de plus en plus les papiers à l'entrée de l'université. C'est le monde à l'envers : la police juge les qualités pédagogiques des étudiants et l'université flique les étudiants étrangers !

Une carte d'étudiant doit donner automatiquement accès à une carte de séjour renouvelable automatiquement lors des réinscriptions à l'université. Le passage du statut étudiant au statut de salarié ne doit plus être conditionné à un revenu astronomique (plus de 2000 € de salaire !). Les étudiants étrangers doivent avoir accès à toutes les aides sociales auxquelles ont droit les autres étudiants et doivent pouvoir travailler sans plus de restrictions que les autres.

● *Contre les discriminations sexistes à l'université !*

60 % des bacheliers, 55 % des étudiants sont des femmes... et 8% des professeurs d'université !

Les femmes sont poussées vers les filières qui mènent à des carrières moins valorisées que les hommes. C'est un des mécanismes de creusement de l'inégalité hommes-femmes au niveau des revenus dans le monde du travail. Les revenus des femmes sont inférieurs de 27%.

Lorsque les jeunes ont des enfants, ce sont le plus souvent les femmes qui assument la charge de la garde de l'enfant et de toutes les tâches qui en découlent. Les étudiantes sont défavorisées dans la progression de leurs études par la pression sociale qui s'exerce sur elles. La création de crèches

dans toutes les universités est une mesure élémentaire pour permettre aux étudiantes-mères et aux jeunes couples d'étudiants de concilier parentalité et études.

Mais le sexisme à l'université prend aussi une forme violente : le harcèlement sexuel en 3e cycle est un problème peu souvent abordé mais réel.

- ***LGBT : pour une université arc-en-ciel***

Les lesbiennes, Gays, Bisexuels et Trans subissent également une discrimination dans toutes les sphères de la société : au travail, dans la rue, à l'école... et à l'université. Le contenu des cours, notamment en sciences humaines, doit cesser de présenter les LGBT comme des déviants. Les attitudes et comportements homophobes doivent être sanctionnés.

L'université doit donner tous les moyens aux associations de défense des LGBT et des femmes de mener un travail d'éducation sexuelle et d'information sur le SIDA et les MST. Les questions de sexualité doivent être débattues librement à l'université.

- ***Une université accessible aux étudiants handicapés et à tous les publics***

Les universités doivent être équipées de manière à pouvoir assurer de bonnes conditions d'études aux étudiants handicapés, que ce soit en termes de transport et d'accès à l'université que d'adaptation des enseignements pour toutes les personnes en situation de handicap... Des personnels spécialisés, avec statut de la fonction publique doivent assister ces étudiants.

☞ Les horaires de cours doivent être aménagés pour que les étudiants ayant des besoins spécifiques, comme les sportifs de haut niveau, puissent suivre leurs études.

- **Des diplômes de qualité**

Pour que nos diplômes aient une valeur reconnue partout dans la société, il faut remettre en oeuvre un cadre national des diplômes. Non seulement la dénomination des mentions des diplômes doit être la même partout ainsi que les examens terminaux, mais le contenu du tronc commun de chaque mention doit être défini nationalement.

Il faut défendre une logique d'acquisition de connaissances plutôt que d'accumulation de compétences, qui constituent des savoir-faire parcellaires validés par l'entreprise mais liés uniquement à l'exercice d'un poste de travail.

A l'opposé de la professionnalisation voulue par le MEDEF, nous proposons une véritable insertion professionnelle de qualité. L'ensemble des formations doivent comprendre des enseignements d'insertion professionnelle avec des cours, par exemple, de droit du travail, dispensés par des juristes, des syndicalistes, des salariés...

L'ensemble des diplômes doivent donner accès à des qualifications reconnues dans les conventions collectives. Ces qualifications doivent garantir un niveau de rémunération et des droits précis en termes de conditions de travail. Sur le marché du travail, il faut également que l'ensemble des diplômes aboutisse à des grades reconnus au même niveau dans les conventions collectives. Non seulement un master de psychologie et de physique doivent être équivalents, mais les diplômes doivent être reconnus en fonction de leur niveau de qualification et non de la durée de la formation (écoles d'infirmières, conservatoires, etc.).

Les stages tels qu'ils existent aujourd'hui n'apportent en terme de formation qu'une connaissance parcellaire d'un poste que l'étudiant pourrait occuper à la sortie de la formation. Dans l'immédiat nous devons nous battre pour un suivi pédagogique strict des stages, une rémunération des stagiaires à la hauteur du poste occupé, et une limitation de la durée des stages afin d'empêcher les entreprises de fonctionner avec une majorité de stagiaires (équivalent 200000 emplois temps plein).

○ **Pour la réussite de tous**

● *Une pédagogie alternative*

Bien que les étudiants soient des adultes, il existe un lien de domination entre enseignants et étudiants. La structure de l'université ne tend pas à rendre les étudiants pleinement autonomes dans leur travail et dans leur vie universitaire en général : elle tend plutôt à nous infantiliser, à nous atomiser de peur que nous soyons tentés de remettre en cause la structure de l'université et de la société.

Pour qu'un échange puisse s'installer entre étudiants et enseignant, et pour qu'un véritable travail de groupe puisse matériellement avoir lieu, les TD doivent comprendre moins de 25 personnes. Les TD doivent être proportionnellement plus nombreux dans les formations. La création de postes dans l'enseignement supérieur sert également à rendre possible une meilleure prise en charge par les enseignants de petits groupes d'étudiants, et une participation plus active des étudiants.

La semestrialisation est un découpage purement administratif de la formation qui n'est en rien justifié pédagogiquement. Elle ne permet pas l'amélioration du contrôle continu et complique inutilement l'organisation du calendrier universitaire. Elle est une des raisons principales de la remise en cause de la session de rattrapage et diminue le nombre de semaines d'enseignement.

Le contrôle continu permet de prendre en compte le travail quotidien de l'étudiant. C'est pourquoi nous devons défendre un réel système de modalité de contrôle des connaissances qui ne consiste pas simplement en une note obtenue lors du dernier cours. Cependant, afin de permettre à tous de passer les examens dans de bonnes conditions (notamment les étudiants salariés), un examen en contrôle final remplaçant le contrôle continu doit être de droit pour tous les étudiants.

La pluridisciplinarité, particulièrement depuis le LMD, consiste à empiler au sein des mêmes cursus des matières qui n'ont aucun rapport les unes avec les autres : une UE de STAPS dans un diplôme ayant une majeure d'histoire et une mineure d'informatique par exemple. Plutôt qu'un élargissement du champ de vision de l'étudiant, cela se traduit par un appauvrissement du contenu des diplômes. A cette pluridisciplinarité pédagogiquement absurde, nous opposons l'interdisciplinarité : il s'agit de l'étude d'un même objet par le biais des méthodologies propres à plusieurs disciplines. En combinant les approches et les points de vue, on parvient à une meilleure maîtrise du sujet, que ce soit au niveau de la recherche ou de l'enseignement.

Les étudiants doivent pouvoir influencer sur le choix des thèmes qui sont abordés en cours et sur l'organisation des études. A partir du moment où l'enseignement supérieur conduit à la recherche, il doit susciter chez les étudiants une posture d'acteur de leur formation.

● *Une université auto-gérée*

Pour que les étudiants soient réellement acteurs de leur propre formation, ils doivent participer à la définition de tous ses aspects. Pendant le mouvement contre le CPE et contre la précarité nous avons décidé ensemble avec les IATOS et enseignants dans des AG communes de la démarche à suivre pendant la lutte, en votant pour prendre les décisions et en élisant nos représentants, contrôlés par la base. Nous devons nous inspirer de ces principes de démocratie pour que étudiants et personnels élaborent ensemble et contrôlent à l'échelle locale comme nationale le fonctionnement des universités.

○ Un statut social, condition de la démocratisation

- La situation des étudiants, et plus largement de toute la jeunesse, s'aggrave. Il s'agit dès lors de mettre en place les conditions sociales de l'accès et de la réussite de tous à l'enseignement supérieur. Pour cela, notre organisation doit porter un projet ambitieux, afin d'obtenir un statut social qui comprend une aide directe et des aides indirectes.

Que l'on la nomme allocation d'autonomie, d'études ou pré-salaire... l'étudiant défini dans la Charte de Grenoble comme jeune travailleur intellectuel a droit à un revenu lors de sa formation. Le jeune étant en cours de formation et n'ayant pas acquis un niveau définitif de qualification (base permettant d'établir le niveau de salaire) la rémunération allouée ne peut être un salaire en tant que tel mais être vu comme un salaire anticipé. Au cours de sa vie, un individu bénéficie du salaire socialisé quasiment tout le temps sauf lorsqu'il est étudiant. Jusqu'à 20 ans, le jeune reçoit par le biais de ses parents, une part du salaire socialisé sous forme des allocations familiales ; lorsqu'il devient salarié, une part de son salaire est consacrée aux cotisations sociales; privé d'emploi, il perçoit des indemnités chômage; à la retraite, il touche son salaire différé.

L'objectif premier du dispositif est la mise en sécurité sociale du jeune et son accès à l'autonomie. De là, découle la nécessité d'une rémunération forfaitaire, donc universelle incompressible. En s'appuyant sur les dernières études de l'OVE, cette rémunération pourrait s'élever à hauteur de 800 euros. La réduction des inégalités ne se fait que dans un second temps. L'attribution du pré-salaire d'autonomie implique en effet une déclaration fiscale indépendante : tout revenu, qu'il soit d'origine familiale ou salariale, en complément du pré-salaire est ainsi soumis à l'impôt.

Cette allocation serait financée par la création d'une nouvelle cotisation sociale, prélèvement sur les richesses créées dans le secteur privé, qui alimenterait un fond national d'aide aux étudiants qu'abonderait également l'Etat, 1er employeur du pays. Il apparaît en effet légitime de réclamer leur part aux véritables bénéficiaires de "la machine à former gratuite" qu'est l'enseignement supérieur. Son alimentation suppose, par ailleurs, une nette hausse des salaires puisque la cotisation est un élément de salaire.

Ce financement par cotisation suppose la mise en place d'un organisme spécifique pour gérer sa distribution sous forme d'une branche jeunesse de la sécurité sociale. Ses attributions doivent s'étendre à l'ensemble de la jeunesse dans son ensemble. La gestion serait réalisée par les élus des organisations représentatives des salariés et des étudiants, à même de gérer leurs propres affaires. De fait ce système permettrait un accès élargi à l'université et forcerait à terme les entreprises à reconsidérer les conditions d'embauche, de travail.

La création d'une telle allocation ne doit pas pour autant nous faire oublier les aides indirectes tels que les resto U, les résidences universitaires, les services culturels... Ce sont des acquis à défendre et à conserver pour permettre au plus grand nombre de pouvoir poursuivre des études dans de bonnes conditions. L'outil essentiel de ce système passe par le réseau des CROUS, en matière de logement et de restauration. Cela suppose que les étudiants soient majoritaires dans les conseils d'administration des CROUS et du CNOUS.

- En revanche, les universités doivent être dotées des moyens nécessaires à la promotion d'initiatives artistiques de la part des étudiants, tout en développant des partenariats avec les institutions culturelles permettant leur accès à tous les étudiants. Les étudiants doivent être aidés et encouragés dans leurs propres activités de service via les coopératives. Les organisations s'investissant dans celles-ci doivent être subventionnées en tant qu'assurant une partie de la mission de lutte contre les inégalités dans le cadre du Service Public : bourses aux livres, bourses aux cours, photocopies à prix coûtant...

1 La meilleure manière de fêter les 100 ans : se donner les moyens d'organiser la nouvelle génération militante.

Face à l'offensive libérale se développent en France, en Europe et dans le monde entier des résistances importantes dans lesquelles la jeunesse prend toute sa place. Des forums sociaux aux mouvements anti-guerre, en passant par la résistance contre l'Europe libérale, une nouvelle génération militante se forme à l'échelle internationale. En France, le mouvement contre le CPE a vu déferler des milliers de jeunes pour défendre leur avenir. Transformer, démocratiser, unifier l'organisation pour que la nouvelle génération y trouve sa place, pour que l'UNEF devienne le débouché syndical naturel de tous les jeunes qui se sont mobilisés, voilà les défis que notre organisation centenaire doit relever !

○ Pour une UNEF Unie et Démocratique

● Unifier le mouvement étudiant

L'UNEF est la 1ère organisation étudiante et les étudiants se tournent en priorité vers elle lorsqu'il s'agit de résoudre un problème. Toutefois, force est de constater qu'il n'y a pas eu de saut quantitatif important en terme d'organisation des étudiants mobilisés, à la hauteur de l'ampleur du mouvement contre le CPE. Pour combler le décalage entre notre implantation et le potentiel existant, nous devons tout d'abord nous adresser à l'ensemble des étudiants. L'UNEF n'a pas vocation à organiser principalement les étudiants de première année de sciences humaines.

Il faut permettre aux étudiants de s'approprier l'outil qu'est l'UNEF afin qu'ils s'épanouissent à travers leur engagement dans le but de gagner des droits pour les étudiants. Le coopérativisme permet non seulement de rendre des services au quotidien. Tout étudiant qui passe par la coop de l'UNEF doit repartir avec un tract, et après avoir signé une pétition pour défendre ses droits. Nous devons également redonner du sens au militantisme en résidence universitaire, en développant la FERUF au quotidien en fédérant les associations de résidents existantes. La FERUF doit se doter d'une existence autonome tout en gardant un lien étroit avec l'UNEF. Elle doit assumer aussi bien des fonctions d'animation des résidences que des activités syndicales de défense des intérêts des résidents.

Nous sommes confrontés à l'existence d'équipes syndicales ou associatives, au niveau national (Cé, FSE, Fac Verte, SUD Etudiant) comme au niveau local (Ciel à Nice, CGT Etudiants Salariés à Aix Marseille...), dont l'objectif est également la défense des étudiants. Comme nous l'avons fait lors du mouvement contre le CPE, nous devons tendre dès que cela est possible à l'unité d'action des différentes organisations, en proposant des campagnes communes, en travaillant ensemble dans les conseils ou encore en les invitant lors de nos congrès. Cependant l'unification du mouvement étudiant n'est pas terminée. Nous devons rencontrer localement et nationalement l'ensemble des forces qui se placent sur le terrain de la défense des étudiants pour leur proposer systématiquement l'unité d'action et pour argumenter en faveur de l'unification du mouvement étudiant.

- *Pas d'unité sans démocratie*

Le mouvement contre le CPE nous a démontré l'aspiration démocratique que partage la majorité des étudiants. Cet apprentissage de la démocratie dans les luttes doit aussi être développé au quotidien dans le syndicat.

Lors du congrès du centenaire, un travail de modification des statuts et du règlement intérieur de l'organisation est entamé. C'est une bonne chose ! Nous avançons en positif notamment sur le renforcement du droit de tendance au niveau national et sur l'association des tendances au fonctionnement quotidien du syndicat. Mais peu de choses ont avancé concernant le droit de tendance au niveau local. C'est à l'ensemble des militants de mener l'activité du syndicat et pas seulement à ceux de la majorité locale. Pour cela, l'accès au local, l'organisation de collectifs d'AGE hebdomadaires, le partage des fichiers sont nécessaires. Les CAS, structuration de proximité pour les étudiants, sont un espace de construction possible pour une tendance minoritaire. Toutefois, tant que les statuts de notre organisation les placera sous entière tutelle du bureau d'AGE, les CAS ne pourront être un moyen de respiration démocratique dans l'AGE. Le seul moyen c'est que les adhérents d'un CAS puissent élire leur responsable, et à l'AG de décider de sa constitution.

Le mode de calcul des mandats doit être modifié pour garantir à l'ensemble des adhérents l'égalité dans leur vote. Comment justifier que dans une AGE de 600 cartes le vote d'un adhérent pèse plus que dans une AGE de 200 cartes ? Chaque adhérent doit compter pour une voix et un mandat.

- *Pas de démocratie sans indépendance*

L'indépendance politique n'est pas l'absence d'appartenance à un parti : être à l'UNEF n'implique pas de rendre sa carte. Il est inacceptable qu'une réunion de parti puisse décider de ce que fait le syndicat, mais l'inverse est aussi vrai. Rien ne justifie donc que groupes syndicaux et politiques fusionnent. Le syndicat ne sert pas non plus à recruter pour un groupe politique : il ne faut ni se cacher, ni se sentir obligé d'adhérer. Faisons confiance aux compétences des gens quelque soit leur appartenance.

Les campagnes syndicales et les positions de l'UNEF ne dépendent pas de l'étiquette du gouvernement. A l'approche d'échéances électorales, l'UNEF n'a pas à diffuser le programme de tel ou tel groupe politique en espérant qu'on reprenne ces revendications. Une campagne syndicale s'élabore par l'analyse des priorités fixées "par les étudiants", et pas seulement "pour les étudiants" par une élite. Elle se dote d'objectifs concrets (repousser une attaque, obtenir des victoires) et d'une stratégie syndicale reposant sur un rapport de force visant à surpasser l'interlocuteur (gouvernement, administration, etc.). On peut alors tirer de vrais bilans et dire en quoi l'UNEF a (ou pas) fait avancer les intérêts des étudiants.

- *Réintégration, un premier pas vers la réunification*

Alors que le mouvement contre le CPE a démontré la force de l'unité syndicale et de tous les étudiants, le CN de sept 2006 a validé l'exclusion de 40 camarades. La procédure antidémocratique et bureaucratique utilisée révèle qu'au-delà de cette exclusion c'est du règlement d'un problème de fond par des mesures administratives qu'il s'agit. En effet, les camarades exclus appartenaient tous au même groupe syndical qui développait une orientation différente de la majorité du syndicat. Depuis plusieurs années la direction de l'UNEF a tendance à étouffer les voix discordantes au sein du syndicat. Tout le monde a sa place dans l'UNEF, malgré le développement d'orientations syndicales différentes.

Exclure ces camarades, c'est diviser de nouveau le mouvement étudiant dans une période où il a besoin d'être uni pour résister aux attaques. Défendre et obtenir leur réintégration, c'est le 1er pas à franchir contre la division du mouvement étudiant et pour la réunification syndicale.

Pourquoi les exclus signent ce texte

La TUUD ne reconnaît pas la légitimité de l'exclusion des 40 camarades. Ces camarades font donc partie de la tendance et à ce titre ils ont participé à sa fondation et à la rédaction de ce texte. Ils font

appel de leur exclusion devant le congrès et demandent que ce point soit inscrit à l'ordre du jour et fasse l'objet d'un débat où ils soient présents et où ils puissent s'exprimer. Voici la liste des camarades qui soutiennent et signent le texte de la tendance : Suzanne Dufour P1, Antoine Pelletier IUFM Paris, Raphaël Giromini IUFM Créteil, Lisa Condamine P6, Antonin Tanasso P6, Julien Zambelli P7, Hélène Dufresne P7, Lucien Théron P7, Adrien Humilière P7, Azaa Ben Béchir P7, Marie Sonette P7, Pauline Salingue P8, Xavier Chiarelli P10, Laure Mouttet P10, Jean Baptiste Tondu P10, Gabriel Rosenman P10, Nina Wouters P10, Mathilde Eisenberg P10, Dimitri Monforte P10, Fanny Gaillard P10, Hichem Djemai P10, Maxime Jouvenceau P10, Maya Hamdj P10

Par ailleurs, de nombreux étudiants qui militent aux cotés des exclus se voient pour cette raison refuser l'adhésion au syndicat. D'autres camarades de l'UNEF qui militent avec les exclus sont mis à l'écart des réunions et de l'activité du syndicat. Ces camarades soutiennent l'appel de l'exclusion et se reconnaissent dans ce texte.

○ **Pour un syndicat de transformation sociale**

● *Pour une Unef qui choisit le camp du mouvement social*

En tant que syndicat étudiant, l'UNEF a pour première vocation, comme le rappelle la Charte de Grenoble, de défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants.

Pour nous, ce qui se passe à l'Université a des conséquences sur l'ensemble de la société. Et ce qui se passe dans la société a des conséquences sur l'Université. C'est pour cela que le combat pour la défense des étudiants et pour une autre université est lié à la bataille pour une société plus juste et égalitaire. C'est pour cela que nous sommes solidaires de toutes les luttes d'émancipation.

Nous savons aussi que la force sociale qui est centrale pour transformer la société ce sont les travailleurs salariés. C'est lorsque les salariés se mobilisent que les choses peuvent vraiment changer, comme on l'a vu lors du CPE. C'est pour cela que nous sommes solidaires des travailleurs et de leurs organisations.

● *Pour un syndicat internationaliste !*

A l'occasion de ses 100 ans, notre organisation se doit d'assumer son héritage internationaliste. C'est en effet lors de son engagement pour la défense des peuples opprimés au moment de la guerre d'Algérie (appel à la désobéissance civile pour les jeunes français) que notre organisation est devenue ce qu'elle est aujourd'hui. Alors que l'impérialisme américain fait rage et s'embourbe en Irak, que la guerre sans limite continue (Irak, Iran, Liban, Palestine...), la solidarité internationale avec les peuples opprimés est d'autant plus d'actualité : nous devons revendiquer le droit des peuples à disposer d'eux-même et combattre toute invasion impérialiste même quand il s'agit des troupes françaises. Les étudiants dans les pays en guerre sont souvent à la pointe des combats politiques. L'UNEF doit participer à la construction du mouvement anti-guerre aux côtés des organisations existantes afin de fédérer l'ensemble de la jeunesse autour de ce combat.

Il est primordial que notre organisation s'investisse dans toutes les mobilisations contre la mondialisation marchande, dans les Forums Sociaux Mondiaux ou Européens et soutienne les peuples qui luttent contre cette mondialisation, notamment en Amérique Latine. Plus concrètement, l'UNEF doit s'investir dans la préparation du contre-G8 qui aura lieu en Allemagne à l'été 2007.

Enfin, notre engagement dans des structures étudiantes internationales ne peut se résumer à notre participation à l'ESIB. En tant qu'unique organisation syndicale nationale, qui a vocation à réunir tous les étudiants, nous devons être à l'initiative de la mise en place d'une organisation internationale des étudiants, afin de répondre ensemble à la marchandisation mondialisée de l'éducation. La lutte contre le CPE a eu un retentissement international et a encouragé les mouvements étudiants comme celui de mai-juin derniers en Grèce. Les bases existent pour le renforcement des liens militants entre mouvements et organisations étudiantes à l'échelle européenne et mondiale.

- *Pour un syndicat solidaire de toutes les luttes d'émancipation*

L'UNEF doit faire le lien entre toutes les luttes d'émancipation qui traversent la société. Certaines catégories de population subissent des discriminations et des oppressions spécifiques. C'est pourquoi nous devons mener des campagnes offensives pour gagner l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, nous devons participer régulièrement aux collectifs qui luttent pour le droit des femmes, l'avortement libre et gratuit (CADAC et CNDF par exemple), nous devons nous investir pleinement dans les journées nationales d'action sur ces questions. L'ensemble des camarades de l'organisation devrait également regarder leurs pratique de près, notamment en ce qui concerne la division socio-sexuée des tâches militantes. Nous sommes un syndicat féministe en principe ... et en pratique ! De même, nous devons lutter pour l'égalité des droits entre hétéros et LGBT, dans l'organisation et à l'université (ils n'ont pas le droit de donner leur sang car ils sont considérés comme des populations à risque). Cette égalité en pratique passe par une participation active de l'ensemble des camarades du syndicat à la marche des fiertés ou encore à l'inter-LGBT.

Enfin, il s'agit de lutter concrètement pour construire un syndicat anti-raciste. Aujourd'hui, les discours sur l'immigration, les quartiers populaires, les "racailles" de banlieues et les politiques gouvernementales en matière d'immigration renforcent les théories racistes et leurs colporteurs. Près de 25 % de la population estime que le FN fait des propositions crédibles et positives pour lutter contre l'insécurité et l'immigration. L'intense politisation des étudiants suite au mouvement sur le CPE et à l'approche des présidentielles doit nous permettre d'intervenir de manière forte sur le terrain des luttes anti-racistes et de battre en brèche toutes les formes de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie et les préjugés xénophobes quelqu'ils soient.

Le RESF a organisé des mobilisations dans les écoles, collèges et lycées et a parfois réussi à empêcher des expulsions par des mouvements de grève impliquant les élèves et les profs. Mais il est impossible d'empêcher toutes les expulsions une à une. C'est pourquoi il faut s'organiser sur le modèle du RESF en créant des collectifs Réseau Université Sans Frontières, pour recenser tous les cas de Sans-papiers, organiser la solidarité sur un plan local et mener la bataille pour que Français et Etrangers soient égaux en droits à l'université. Mais il faut préparer dès maintenant un grand mouvement pour la régularisation de tous les sans-papiers et pour l'abrogation de toutes les lois racistes.

- **Du syndicalisme de terrain à la question de la grève générale**

- *Pour un syndicalisme de proximité*

Après le mouvement contre le CPE, il serait apparu normal que l'UNEF voit ses effectifs grossir fortement. Mais malgré une syndicalisation non négligeable, le constat est différent : il n'est pas naturel pour les étudiants de prolonger leur militantisme de lutte ponctuelle dans un engagement collectif quotidien. Par conséquent un militantisme de proximité au contact réel des étudiants doit permettre de faire de l'UNEF un débouché militant attrayant. Un militant syndical est avant tout un militant de terrain, qui est présent dans son TD, dans son amphithéâtre, qui défend les intérêts des étudiants au quotidien, en réglant des problèmes de bourses, d'inscription, en organisant la solidarité entre étudiants sur les universités par le biais des services...

C'est pourquoi, l'UNEF doit permettre à chaque adhérent de trouver sa place dans l'organisation, notamment par la mise en place de structures intermédiaires (filiales, UFR, CAS, cités'U...), pour faire le lien entre les militants dont l'activité est quotidienne et les adhérents qui ne participent pas à la vie syndicale.

- *Un syndicat qui doit marcher sur ses deux jambes !*

Les élections étudiantes sont des moments importants dans l'activité du syndicat. Elles permettent d'informer les étudiants et d'évaluer le degré de représentativité des organisations étudiantes. Cependant, il est impossible de n'être rythmée que par la préparation de ces échéances. Sinon nous

prenons le risque d'être taxés d'électoralistes uniquement tournés vers les institutions. Il serait utopique de penser que nos élus permettent à eux seuls de transformer l'université et d'améliorer les conditions sociales des étudiants. S'il est possible d'obtenir des avancées concrètes (calendrier, MCC, sauvegarde de certains droits...) et d'être en contact direct avec nos interlocuteurs, le verrouillage de ces conseils et la trop faible représentation étudiante nous empêchent de peser sur les choix fondamentaux. C'est pourquoi nous devons défendre au minimum la parité dans les différentes composantes de l'université, voire une représentation proportionnelle.

Par ailleurs, nous devons donner une plus grande lisibilité de ces conseils de façon dynamique, par la publication de compte-rendus, l'organisation de réunions de préparations avec les étudiants intéressés et l'ouverture des conseils au public. De plus, la présence dans les conseils nous permet d'avoir des informations sur les différentes attaques, et d'avoir une longueur d'avance pour préparer la riposte. C'est en combinant participation dans les conseils et constitution d'un véritable rapport de force avec les étudiants que nous pouvons obtenir des victoires.

Il n'est pas possible de déconnecter les négociations avec les ministères de la construction d'un rapport de force sur le terrain. Certains prétendent que le syndicalisme moderne c'est un syndicalisme de cogestion et d'accompagnement des politiques libérales. Au contraire, c'est tous les jours qu'il faut convaincre les étudiants de notre projet et de la nécessité de la lutte pour gagner. Une négociation à froid ne peut pas être une négociation victorieuse. C'est par l'organisation démocratique des étudiants et la mobilisation que nous pourrons obtenir des victoires et stopper définitivement la déferlante libérale.

● *Pour défendre nos droits et en gagner de nouveaux : agir pour la grève étudiante et la construction d'un mouvement d'ensemble*

La formidable victoire sur le CPE nous a montré qu'un mouvement de masse était nécessaire et indispensable pour contrer en partie les projets gouvernementaux.

Cette mobilisation a su tirer les leçons des mouvements sociaux depuis 2003 (contre la réforme des retraites, de la sécu, mouvement lycéen...) : seul, aucun secteur n'est assez fort pour résister aux politiques de démantèlement des acquis sociaux. C'est pour cela que les étudiants ont appelés dans les AG et les coordinations nationales, en lien avec les travailleurs, à la construction d'un mouvement d'ensemble incluant les lycéens, les étudiants, les jeunes travailleurs, les salariés du public comme du privé.

Pour autant, ce mouvement, aussi massif fût-il, n'a pas été en mesure de faire reculer le gouvernement sur l'ensemble de ses revendications (retrait du CNE et de la LEC...), encore moins de stopper définitivement l'offensive libérale. Ce mouvement social massif a réussi à faire mettre un genou à terre au gouvernement, à lui infliger une défaite d'ampleur historique. Aujourd'hui nous savons que la lutte paye mais que seul un mouvement d'ensemble menant à la grève générale pourra mettre un coup d'arrêt à la déferlante libérale.

Cela signifie que nous devons poursuivre le travail commencé avec la lutte contre le CPE : construire pour défendre nos droits, des mobilisations étudiantes qui débouchent sur des grèves et cherchent à entraîner les salariés, faire en sorte que les étudiants participent au mouvement social et aux grèves sur leurs propres mots d'ordre. Les élections présidentielles, compte tenu des propositions actuelles des principaux candidats, ne changeront pas réellement la donne dans le milieu étudiant et plus largement dans la société. C'est dans cette perspective que nous devons appréhender l'interpellation des candidats à la présidentielle, en lien avec les luttes sociales du moment.

Voter pour la TUUD, c'est voter pour

- une opposition sans concession aux politiques libérales qui détruisent nos droits, nos acquis et le

service public d'éducation

- des diplômes nationaux de qualité en lien avec la recherche et permettant une insertion professionnelle réussie et durable
 - une tendance qui réunit des militants issus de la Tendance Tous Ensemble et de la Tendance Majorité Nationale, pour une nouvelle dynamique dans le syndicat !
 - la construction au quotidien du rapport de force, en organisant et mobilisant les étudiants et qui tend vers l'unification des luttes et la construction d'un mouvement d'ensemble
 - un syndicat qui fonctionne de manière démocratique et transparente, seule garantie de l'unité et de l'engagement de toutes et tous (un homme, une voix un mandat pour les votes du congrès, possibilité pour les adhérents de toutes les tendances de militer...)
 - l'unification du mouvement étudiant, nécessaire dans la période parce qu'unis nous sommes plus forts, c'est par la réintégration des 40 camarades exclus que ce combat commence
 - un statut social pour les jeunes en formation ou en insertion permettant un accès de toutes et tous à l'éducation et à l'autonomie (défense et développement des aides indirectes, présalaire à hauteur de 800 euros, création d'une branche jeunesse de la sécurité sociale)
 - un syndicat qui choisit la transformation sociale : égalité des droits hommes/femmes et étrangers/français, soutien aux luttes LGBT et antiracistes, pour la solidarité internationale, pour la promotion du logiciel libre
- Vous vous prononcez également pour la mise en place d'une campagne
- sur le rapport Hetzel, véritable programme des libéraux pour les années à venir
 - qui fait le lien avec les préoccupations concrètes des étudiants
 - qui tend à l'unité avec l'ensemble des organisations étudiantes